

L'INNOVATION POUR L'INCLUSION

RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2019



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019

ÉDITO



Le 25 novembre 2019, ADA célèbre ses 25 ans d'activité à Luxembourg, en présence de partenaires de longue date.

INNOVATION ET INCLUSION

La finance inclusive est par nature innovante : elle s'est en effet transformée pour servir une population qui sinon, aurait été exclue. Elle est innovante par ses produits, par ses règles, par ses indicateurs, par son fonctionnement, adaptés à des objectifs forcément différents, des objectifs d'inclusion, des objectifs d'impact.

Il fallait vraiment être précurseur, voilà 25 ans, pour lancer ADA. Il fallait en effet anticiper ce qu'allait devenir le micro-crédit, c'est-à-dire pas seulement un outil de lutte contre la pauvreté, qui donne aujourd'hui une activité à plus de 300 millions de personnes, mais surtout une transformation du rôle et des buts de la finance. Cette transformation, ADA l'a accompagnée durant 25 années. Elle l'accompagne encore aujourd'hui. Elle l'accompagnera les 25 prochaines années... et sans doute bien plus encore.

Ce rapport d'activité en est d'ailleurs l'illustration. ADA appuie les institutions de microfinance pour créer de nouveaux produits en finance rurale et agricole ou pour développer de nouveaux services digitaux. Notre association conseille les institutions de microfinance dans leur recherche de fonds et s'engage dans le financement des start-ups et des PME. Signe d'un secteur qui bouge, évolue et innove, la SAM, l'événement biennal organisé par ADA, a rassemblé 900 professionnels de toute l'Afrique à Ouagadougou. Pendant une semaine, la capitale du Burkina Faso est devenue le centre de la finance inclusive, là où les acteurs qui comptent se rencontrent pour évoquer les prochaines tendances, nouer des partenariats, trouver des investisseurs, inventer demain, etc.

La finance est innovante quand elle est inclusive. Pour cela, elle doit avant tout changer de paradigme : ne plus se focaliser sur la seule rentabilité de court terme mais se projeter sur le moyen et le long terme. Depuis 25 ans, ADA a fait sienne cette vision. Quelques banques, quelques partenaires et quelques institutions dont la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire, notre principal bailleur, ont partagé cette conviction avec nous dès le début. Aujourd'hui, de plus en plus de fonds et de banques se tournent vers l'investissement d'impact et vers la finance responsable, preuve que l'inclusion crée de la valeur, une valeur réelle, une valeur durable. Le mouvement est important, le moment clé. La finance inclusive devra en effet plus que jamais innover pour répondre aux prochains défis économiques, démographiques et climatiques de notre monde. Finalement, l'esprit d'innovation qui a prévalu à la naissance de ADA voilà 25 ans est plus que jamais actuel !



Laura Foschi, Directrice exécutive de ADA et
Corinne Molitor, Présidente de ADA

SOMMAIRE

04



ACCOMPAGNER LES IMF
DANS LE FINANCEMENT
DE L'AGRICULTURE

06



ACCOMPAGNER
LES IMF DANS LEUR
TRANSFORMATION
DIGITALE

08



SOUTENIR LES JEUNES
ENTREPRENEURS

09



DÉVELOPPER L'ACCÈS
À L'ÉNERGIE DURABLE

10



FINANCER LES
INSTITUTIONS

11



LES IMF ONT LEUR
OUTIL DE PROJECTIONS
FINANCIÈRES

12



RENFORCER
L'ASSOCIATION
PROFESSIONNELLE
DU MYANMAR

14



OUAGADOUGOU AU
CENTRE DE LA FINANCE
INCLUSIVE

16



ADA, DES PROJETS ET
SOLUTIONS DANS LE
MONDE

18



CHIFFRES CLÉS
& PARTENAIRES

Crédits photos :

Couverture : © Shutterstock
Edito : © Charles Caratini et ADA
Pages 4 et 5 : © Shutterstock et ADA
Pages 6 et 7 : © Jean-Claude Frisque et ADA
Page 8 : © Yawal
Page 9 : © Microfinance Council
of the Philippines, Inc. (MCPI) et ADA

Page 10 : © Carsten ten Brink
Page 11 : © ADA et BRS
Pages 12 et 13 : © Myanmar Microfinance
Association (MMFA) et ADA
Page 14 : © Jean-Claude Frisque et Cropmark
Page 19 : © ADA

Les chiffres présentés dans cette publication reflètent les résultats atteints au 31 décembre 2019.



ACCOMPAGNER LES IMF DANS LE FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE

En 2017, ADA démarrait un projet d'appui basé sur la méthode de coaching en finance agricole et rurale afin d'accompagner les IMF désireuses de développer des produits en matière de financement de l'agriculture.

UNE MÉTHODOLOGIE S'APPUYANT SUR L'APPROCHE COACHING

Les enjeux liés au développement agricole et agro-alimentaire restent majeurs. Pour satisfaire les besoins en produits alimentaires d'une population mondiale qui ne cesse de croître et lutter contre la pauvreté dans les zones rurales, il est nécessaire de mettre à disposition des exploitations agricoles, des ménages ruraux et des autres acteurs des filières agro-alimentaires, des produits et services financiers adaptés à leurs besoins. Or la plupart des institutions financières sont limitées pour développer une telle offre. Le **coaching/appui institutionnel du projet de formation en finance rurale et agricole** vise à renforcer les capacités des institutions financières d'Afrique francophone à développer une offre de services pour répondre aux besoins de ces acteurs et de leur famille. Cela participe au développement agricole et à la lutte contre la pauvreté dans les pays concernés. La méthodologie d'intervention est basée sur la **combinaison d'un accès à des services de coaching/appui institutionnel et d'assistance technique**.

Premier projet au Togo avec la FUCEC

En 2017, 15 IMF d'Afrique de l'Ouest et centrale avaient participé à une formation initiale en finance agricole, suite à laquelle 5 d'entre-elles avaient été sélectionnées pour participer à un atelier de planification. ADA a ainsi travaillé avec la FUCEC au Togo, la plus grosse IMF du pays. Ensemble, la FUCEC et ADA s'étaient alors concentrées sur 3 COOPEC (coopératives membres de la fédération) pour y développer et tester les nouveaux produits financiers identifiés dans le plan d'action. Les projets portaient notamment sur des crédits liés à la production de cacao, manioc et soja via l'achat de semences et d'engrais, ainsi que des crédits pour financer des activités de stockage de céréales. À ce jour, les projets pilotes sont toujours en cours et la FUCEC prévoit d'utiliser 2020 pour les derniers tests et ajustements des produits développés, avant de les déployer à grande échelle à partir de 2021.

Le projet s'étend au Burkina Faso et au Bénin

Suite aux enseignements tirés du premier projet, la méthodologie a été ajustée au niveau du processus de sélection des IMF et du format de l'atelier de planification. Ainsi, chaque IMF candidate est désormais soumise à une due



diligence avant la phase de sélection, et la présence des coaches est renforcée sur le terrain par des missions plus régulières. En février 2019, 3 nouvelles IMF – **Assilassimé au Togo, Yikri au Burkina Faso et Renaca au Bénin** – ont rejoint le projet lors d'un atelier de planification à Cotonou, en présence de la FUCEC qui a partagé son expérience. Suite à cela, Assilassimé a développé un pilote pour le crédit stockage du maïs et des haricots pour les commerçants de Lomé ; Yikri s'est focalisée sur l'adaptation des produits pour l'emboche porcine, l'élevage de poulets locaux et le maraîchage ; et Renaca a lancé des crédits de contre-saison pour le maraîchage, l'élevage de mollusques et l'emboche des petits ruminants.



Pour plus d'informations sur nos activités :
www.ada-microfinance.org

PREMIER PROGRAMME DE FORMATION FRANCOPHONE EN FINANCE RURALE ET AGRICOLE



En amont de la SAM 2019 à Ouagadougou s'est tenue la première édition du programme francophone de formation en financement rural et agricole dispensé par ADA et la FAO, à travers le projet CABFIN. Ce programme entend renforcer la compréhension des enjeux et défis de la finance rurale par les cadres des institutions financières d'Afrique francophone. Durant 2 semaines, 42 participants de 13 pays d'Afrique ont été formés par 15 intervenants experts aux techniques innovantes permettant l'accès aux services financiers pour les acteurs de l'agriculture. En 2020, la formation se déroulera en novembre au Luxembourg.



traide commence sur la parcelle du leader pour la première activité, par exemple la taille des arbres. Pour cette première parcelle, le groupe assiste à une démonstration dispensée par un agronome expert en cacao, qui leur montre comment procéder à une taille de l'arbre adéquate qui optimise la croissance du fruit, tout en minimisant les risques de maladie. Le groupe met en pratique ces recommandations en taillant les arbres situés sur la parcelle du leader. Une fois l'activité achevée, le groupe poursuit ce même travail – le lendemain en général – sur la parcelle d'un 2^{ème} agriculteur du groupe, puis d'un 3^{ème}, etc. sans l'appui de l'agronome. Ce système permet de garantir l'appropriation de la technique par chaque producteur afin de la répliquer ensuite de manière autonome lors des prochaines campagnes agricoles.

Au terme du pilote en juillet 2019, **34 groupes ont été accompagnés**, soit 285 producteurs de cacao, et **936 crédits ont été déboursés**. Parmi les 285 producteurs, 24 ont reçu l'assistance technique et le produit financier. Depuis, un second projet de 24 mois est en cours pour renforcer la synergie entre ces deux services, étendre le projet à 720 choveros et déboursier 1 500 crédits.

Le projet de financement agricole se poursuit en Côte d'Ivoire

L'année 2019 s'est clôturée en novembre par un nouvel atelier organisé à Cotonou. Deux IMF ont été retenues : **UNACREP au Bénin**, un réseau de 13 Caisses Rurales d'Epargne et de Crédit qui sert 80 000 clients ; et **UNACOOPEC-CI en Côte d'Ivoire**, un réseau de 24 IMF au service de 600 000 membres. Ces IMF travaillent à la finalisation de leur plan d'actions pour 2020.

Depuis 2017, ADA et ses partenaires ont pu élaborer et tester différents produits financiers qui, après la phase pilote et une fois mis à l'échelle, ont le potentiel de servir 2 millions de clients dans 4 pays.

RENFORCER LA CHAÎNE DE VALEUR DU CACAO AU PÉROU

En 2018, ADA, l'IMF PRISMA et l'ONG PRISMA lançaient un projet de renforcement de la chaîne de valeur du cacao à San Martin au Pérou, région qui concentre à elle seule 80% de la production nationale de cacao, pour augmenter la qualité et le rendement de la production de cacao en réponse à la forte demande des marchés et augmenter les revenus des producteurs. Malgré différents programmes d'appui qui avaient permis d'augmenter la production, les rendements restaient encore faibles, à cause d'un entretien inefficace des parcelles et d'un manque de ressources humaines et financières pour appliquer les bonnes pratiques par les petits producteurs.

Le projet initié par ADA a permis de mettre en place une **nouvelle méthodologie d'assistance technique appelée « chova chova »**, un système basé sur une entraide mutuelle d'agriculteurs pour l'entretien des parcelles qui nécessitent de la main-d'œuvre. Cette assistance a été complétée par un produit financier adapté aux besoins des petits producteurs de cacao.

Le système « chova chova » en pratique

Le principe consiste à former des groupes d'agriculteurs issus de coopératives de cacao qui travailleront ensemble sur les parcelles à travers quatre activités importantes pour le bon entretien des parcelles : la taille des arbres, la fertilisation, le désherbage et le contrôle des maladies. Un leader « chovero » est alors désigné au sein de chaque coopérative, lequel forme son groupe de 10 à 15 agriculteurs de la même zone géographique. L'en-

	FUCEC (Togo)	Assilassimé (Togo)	Yikri (Burkina)	Renaca (Bénin)	PRISMA (Pérou)	Total
Nombre total de clients de l'IMF	1 002 800	46 884	18 772	147 123	8 800	1 224 379
Nombre de produits financiers développés	1 produit agropastoral et 1 produit commercialisation	1 produit crédit stockage	1	1	1	6
Nombre de petits agriculteurs financés	443	141	3 383	135	936	5 038
Nombre de petits agriculteurs formés	n/a	243	5 000	166	285	5 694
Montant (en EUR)	Crédits déboursés : 1 028 000 €	Crédits déboursés : 74 800 €	Encours : 788 546 €	Encours : 94 975 €	Crédits déboursés : 576 000 €	
PAR >30	0,8%	n/a	2,5%	2,8%	8%	
Spéculations	Mais, soja, cacao et manioc	Mais et haricots	Poulets locaux, maraîchage, moutons, porcs	Escargots, pisciculture, poulets locaux, maraîchage	Cacao	



APPUYER LES IMF DANS LEUR TRANSFORMATION DIGITALE

Toucher des populations dans des zones difficiles d'accès, offrir des services rapides et sécurisés aux clients ou réduire les coûts, autant d'opportunités offertes par le digital qui permettent de favoriser l'inclusion financière. Pour cette raison, ADA accompagne les institutions de microfinance (IMF) à intégrer le digital dans leur stratégie.

LA DIGITAL FINANCE INITIATIVE POUR PLUS D'INCLUSION FINANCIÈRE

La Digital Finance Initiative (DFI) est un projet mis en place par ADA depuis 2017 qui accompagne les IMF de plusieurs pays d'Afrique dans leur transformation digitale, afin qu'elles adoptent des solutions pour améliorer leur efficacité opérationnelle, offrir de nouveaux services à leurs clients ou faciliter leur accès aux services existants. Pour ce faire, ADA leur propose un soutien stratégique, méthodologique, technique et financier, se concrétisant en un possible co-financement et un appui de type assistance à maîtrise d'ouvrage.

Cet accompagnement se déroule en 3 phases :

- **Phase 1 : Atelier initial d'identification des priorités.** Il fournit à l'IMF participant à l'atelier du contenu et des outils méthodologiques lui permettant de **définir une stratégie digitale** et d'identifier ses priorités.
- **Phase 2 : Phase de pré-projet.** Durant cette phase, qui peut durer 3 à 6 mois, ADA accompagne l'IMF à la **définition de son projet digital** (établissement du cahier des charges, publication d'appels d'offres, sélection des prestataires techniques, etc.), laquelle rédige ensuite un dossier de co-financement qui, s'il est approuvé par le comité de sélection, peut être co-financé par ADA et d'autres bailleurs à hauteur de 70% des frais d'investissement, dans la limite de 100 000€.



Atelier à Kigali en février 2019 avec UFC et COOPEC-CAHI, en présence de l'équipe DFI chez ADA, Catherine Liziard et Arnaud de Lavalette.

- **Phase 3 : Phase projet.** ADA accompagne financièrement et techniquement l'IMF à **implémenter son projet digital** (projet pilote). Si le pilote est concluant, l'IMF déploie le projet à l'ensemble de son réseau. C'est à ce moment que s'arrête l'accompagnement de ADA, qui considère l'institution comme autonome.

La DFI accompagne les IMF principalement dans la mise en place de **trois types de projets** :

- **Intégrer des opérateurs télécom** pour permettre aux clients de réaliser des opérations avec leur téléphone mobile ;
- **Mettre en place un réseau d'agents**, fixes ou mobiles, pour être au plus proche des clients ;

- **Migrer le système d'information et de gestion (SIG)** actuel des IMF vers une solution Cloud, l'un des prérequis nécessaires à l'implémentation des deux premières solutions.

D'autres types de projets (digitalisation de process, crédit scoring) peuvent aussi être retenus par les IMF.

2019 : une bonne année pour la DFI

Au terme du projet en 2021, la DFI se fixe comme objectif d'accompagner et mettre en place **20 projets digitaux** dans les IMF, bénéficiant à **1 million de clients finaux**. L'année 2019 a permis d'encourager ces résultats.

Phase 1 : 4 ateliers individuels (en « one-to-one ») se sont tenus en 2019, permettant un appui sur-mesure aux IMF, adapté à leurs besoins. Parmi elles : UFC (Rwanda), COOPEC-CAHI (République Démocratique du Congo), LAPO (Sierra Leone) et Millénium Microfinance (Togo).

Phase 2 : suite à ces ateliers, une IMF (UFC) a réalisé son projet digital sur fonds propres, sans appui de la DFI. Une autre (LAPO) a finalisé son projet grâce à l'appui de la DFI et 2 autres (COOPEC CAHI et Millénium Microfinance) sont en phase d'élaboration de leurs projets. Fin 2019, ce sont au total **5 IMF qui sont en cours de conception de leurs projets digitaux**. Durant l'année, le comité de sélection, composé de membres du Conseil d'administration de ADA et de professionnels basés au Luxembourg, a **validé 3 dossiers**, représentant un co-financement de 130 000€, pour un montant total de projets de 342 000€.



Phase 3 : suite à la validation des dossiers, **4 projets ont été finalisés en 2019**. Pour la plupart, il s'agit de projets de migration vers un nouveau SIG, incluant des solutions mobiles. Les projets mis en place ont été cofinancés à hauteur de 38% par la DFI (soit 205 000€).

- **ACEP (réseau d'IMF multi-pays)**, a bénéficié de l'appui de ADA pour définir la stratégie digitale du groupe ACEP, laquelle a été finalisée, au même titre que le dossier de demande de financement.
- **U-IMCEC (Sénégal)** : l'IMF a finalisé la migration de son nouveau SIG, PERFECT-Vision (de CAGECFI), en mode Cloud. Une solution mobile intégrée au SIG pour les agents internes est en phase pilote.
- **LAPO (Sierra Leone)** : l'IMF a finalisé la migration de son nouveau SIG, INSTAFIN (de ORADIAN), en mode Cloud. Une solution mobile intégrée au SIG pour les agents internes est en phase pilote.
- **GRAINE (Burkina Faso)** : l'IMF a finalisé la migration de son nouveau SIG, PERFECT-Vision. Une solution mobile intégrée au SIG pour les agents de crédit et les collectrices Tontine est opérationnelle.

Enfin, 40 IMF et investisseurs ont suivi la **formation « Finance digitale : quelles solutions, quels impacts ? »**, dispensée lors de la SAM en octobre 2019 à Ouagadougou.

Le cas d'U-IMCEC : la migration du SIG

Prérequis à l'implémentation de solutions digitales, l'IMF U-IMCEC au Sénégal a dû dans un premier temps migrer son SIG vers une solution Cloud. Pour ce faire, elle a fait appel à la société togolaise CAGECFI spécialisée dans la conception et la réalisation d'applications informatiques au profit des systèmes financiers décentralisés.



« Nous avons finalisé l'accompagnement de U-IMCEC dans le déploiement de la collecte mobile et du mobile banking. En prérequis, la priorité consistait à migrer leur SIG, leur core banking, pour pouvoir développer par la suite des solutions digitales. La prochaine étape est d'accompagner U-IMCEC à aller vers la monétique. »

Léon Houndjago
PDG de CAGECFI

« L'objectif était de mieux répondre aux besoins de nos clients, surtout en zone rurale, car l'utilisation de solutions mobiles ne pouvait pas se faire avec le core banking que nous avions. Nous sommes passés de bases de données historiquement séparées à une base de données sur le Cloud centralisée. Nous avons désormais un système nouveau et moderne, plus besoin d'ouvrir des guichets ou agences dans des zones rurales très éloignées. La solution mobile satisfait les clients et leur permet de faire face à leurs opérations. Avec cette solution, le secteur agricole va faire un pas de géant au Sénégal. »

Ousmane Thiongane
Directeur Général d'U-IMCEC

Les conditions pour une transformation réussie

L'équipe de la DFI est constituée de deux chargés de projet ADA qui accompagnent les IMF depuis maintenant trois ans. Après plusieurs projets finalisés, ils sont désormais en mesure d'identifier les points clés sur lesquels les IMF doivent se concentrer pour réussir leur transformation digitale :

- **Gouvernance** : nécessité d'impliquer l'équipe de direction, disposer d'un chef de projet compétent, d'une bonne gouvernance et d'un plan d'affaires à jour.
- **Financement** : les projets de transformation digitale sont coûteux. L'IMF doit donc avoir la capacité financière de couvrir ces investissements (autofinancement et bailleurs), et une capacité à embaucher de nouvelles ressources pour gérer les nouveaux canaux de distribution alternatifs par exemple.
- **Opérations** : avoir une bonne gestion du portefeuille et connaître les besoins et attentes de ses clients.
- **Réglementation** : être informé des textes en vigueur dans leurs zones d'intervention pour la finance digitale.

- **Technique** : disposer d'un environnement technique favorable à la mise en place de solutions digitales (SIG ouvert à des solutions tierces, base de données centralisées, interconnexion des agences, accès à Internet et à l'électricité, etc.).

LA TRANSFORMATION DIGITALE SE POURSUIT EN AMÉRIQUE CENTRALE

En 2018, ADA renouvelait son soutien au réseau régional de microfinance en Amérique centrale et dans les Caraïbes REDCAMIF, à travers un second programme d'appui aux IMF affiliées au réseau. Dans ce cadre, une méthodologie d'appui à la mise en œuvre de solutions digitales pour les IMF a été définie. En collaboration avec Amarante, elle propose une approche globale centrée à la fois sur les besoins des clients et ceux de l'IMF. Dans un premier temps, le modèle actuel de l'IMF et les ressources dont elle dispose sont analysés, et les points d'amélioration pour une expérience client optimale sont identifiés. À partir de ces résultats, l'IMF, qui dispose alors de données précises sur les comportements et préférences de ses clients, définit un plan stratégique pour sa transformation numérique.

Établi sur 3 ans, le projet a pour objectif de tester la méthodologie avec 10 IMF d'ici à son terme en 2021. Fin 2019, 7 IMF ont déjà finalisé leur stratégie de transformation digitale : FAFIDESS (Guatemala), Hermandad, Banco Popular et ODEF (Honduras), Banco ADEMI (République dominicaine), SAC Integral (El Salvador) et Banco Delta (Panama). Trois autres IMF seront sélectionnées en 2020 pour poursuivre ce processus.



SOUTENIR LES JEUNES ENTREPRENEURS

ADA favorise le développement économique et la création d'emplois en soutenant les jeunes entrepreneurs à travers des initiatives innovantes en Afrique et en Amérique centrale. Pour ce faire, ADA collabore avec des institutions d'appui à ces jeunes.

Forte de 25 ans d'expérience, ADA cherche à explorer de nouveaux mécanismes de financement pour des activités à fort potentiel d'impact en termes de croissance et de création d'emplois. C'est le cas des jeunes entrepreneurs, l'une de ses cibles prioritaires. Ainsi, en plus de ses projets de financement des jeunes entrepreneurs à travers les IMF, ADA a identifié trois types de partenaires ayant des expertises complémentaires d'appui aux entrepreneurs : des **incubateurs/accélérateurs**, des **catalyseurs de marché** (institutions qui facilitent la commercialisation) et des **institutions de financement** (fonds d'investissement, plateformes de crowdfunding, business angels, etc.). Depuis 2018, 11 projets ont été menés avec ces partenaires en Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Mali et Sénégal) et en Amérique Centrale. (El Salvador et Honduras), bénéficiant à 185 petites entreprises et 1 212 producteurs agricoles.

COMBLER UN MANQUE DE FINANCEMENT GRÂCE AU YES FUNDING INITIATIVE

Afin de répondre à la nécessité du missing middle composé des jeunes entrepreneurs ayant un besoin de financement entre 10 000 € et 100 000 €, ADA a lancé en 2019 le « **Young Entrepreneurs Sustainable Funding Initiative** » (YES) en Afrique et en Amérique Centrale. Le YES est un modèle de financement dans lequel des investisseurs / institutions de financement travaillent main dans la main avec des incubateurs/accélérateurs qui accompagnent les jeunes entrepreneurs pour les préparer à accueillir l'investissement. Le YES est basé sur 5 principes :

- **octroyer un crédit** dont le remboursement est basé sur le chiffre d'affaires de l'entreprise ;
- **accompagner l'entrepreneur** avant et après l'accès au financement ;
- **une partie du crédit doit servir à couvrir l'assistance technique** donnée par l'incubateur/accélérateur ;
- la **durée du financement** est comprise entre 3 et 5 ans ;
- le **montant du financement augmente** au fil du temps.

En 2019, ADA a reçu 50 000 USD de la Deutsche Bank Microcredit Development Fund pour commencer à développer le YES. Ce financement a permis à ADA de lancer les premiers pilotes en 2020.

UN PREMIER PILOTE AU GUATEMALA

Afin de tester le YES Funding Initiative, une stratégie a été adoptée respectivement pour les régions d'Afrique de l'Ouest et d'Amérique centrale, où des partenariats avec des incubateurs et accélérateurs ont été établis. Au Guatemala, une due diligence de l'incubateur Alternativa et de son programme de financement Catalyzer, financé par la Banque Interaméricaine de Développement a été effectuée. Suite à cela, ADA va octroyer 150 000 € à Alternativa pour financer les petits entrepreneurs sociaux du Catalyzer.



Suisse Mendoza, finaliste du programme d'incubation d'économie circulaire, confectionne des oreillers avec les restes de production de matelas

YAWAL, L'INCUBATEUR QUI SOUTIENT L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE AU SALVADOR

Parmi les projets réalisés en 2019, ADA a appuyé l'**incubateur d'entreprises sociales Yawal au Salvador** (du cabinet INSERT) à accompagner les entrepreneurs du secteur de l'économie circulaire dans le pays. Parmi la centaine d'entrepreneurs ayant manifesté leur intérêt à participer à ce programme, 8 ont bénéficié de formations pour peaufiner leur plan d'affaires et 4 d'entre eux ont reçu 2 500 USD pour développer leurs prototypes produits. Finalement, 2 entreprises ont bénéficié du programme d'incubation qui se terminera en février 2020. Au total, ADA a cofinancé le projet à hauteur de 30 000 USD.



ÉLARGIR L'ACCÈS À L'ÉNERGIE DURABLE

ADA a mené différents projets aux Philippines et en Tunisie visant à améliorer l'accès des populations vulnérables à des produits énergétiques durables, contribuant à réduire l'impact environnemental.

RENFORCER LES CAPACITÉS DU RÉSEAU PHILIPPIN EN FINANCE VERTE INCLUSIVE

Mis en place entre 2017 et 2019, ce projet, appelé « **GIF (Green Inclusive Finance)** », faisait suite à un premier projet de développement d'accès à l'énergie durable (DevSEA) mis en œuvre par le réseau de microfinance des Philippines MCPI (Microfinance Council of the Philippines, Inc.) avec l'appui de ADA entre 2013 et 2016. Afin de renforcer les capacités du réseau et de ses IMF membres en matière de finance verte inclusive, ADA et MCPI ont bénéficié de l'appui financier du MECDD (Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement Durable du Luxembourg), à hauteur de 200 000 € sur 24 mois.

Des IMF désireuses de donner aux populations vulnérables un accès aux énergies vertes

S'adressant aux clients de ses IMF membres situés dans des zones rurales et urbaines n'ayant pas ou peu d'accès au réseau électrique, MCPI a initié un projet pilote avec **5 IMF** dans le but d'améliorer l'accès à une énergie abordable et renouvelable pour ces populations vulnérables des Philippines. Parmi les 51 IMF membres de MCPI, 20 IMF avaient les ressources financières et humaines suffisantes pour développer des crédits verts en réponse aux besoins de leurs clients, et ont participé à une **formation sur les produits de finance verte**. De ces 20 IMF, **5 ont reçu une assistance technique** pour développer des prêts couplés à une solution technique pour accéder aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique.



Kit d'éclairage solaire par Sun King Home 60. Les 3 lampes ont une autonomie de 8h.

Une méthodologie pour évaluer les besoins énergétiques

La **méthodologie** développée par MCPI a permis l'identification de solutions techniques et financières adaptées selon le profil et les besoins des clients des IMF. Ainsi, des 5 IMF retenues pour l'assistance technique et après une évaluation des besoins en énergie des clients, une d'entre elles située en zone urbaine (K-Coop) a commencé à développer des **prêts éco énergétiques** destinés à la construction ou la modification de l'habitat, dans le but d'en réduire au maximum la consommation énergétique. Les quatre autres IMF – JMH, USPD Savings and Credit Cooperative, CEVI et SEDP-Simbag –, situées en zone rurale, ont introduit quant à elles des prêts destinés à acquérir de l'**équipement solaire**, notamment des **lampes, chargeurs et ventilateurs solaires**.

Des produits testés et adoptés

Les projets pilotes dans les IMF ont été particulièrement fructueux, en particulier pour les 4 IMF ayant introduit l'équipement solaire. « Les clients n'étaient pas difficiles à convaincre », confie Bernard Georges, chargé du projet chez

ADA. « Ils ont immédiatement adhéré au produit. Cela leur donnait accès à l'électricité, qui plus est à un prix avantageux ». Au total, **2 500 produits ont été vendus à 2 425 clients** sur la durée totale du projet GIF, la plupart souscrivant généralement un premier crédit pour les lampes solaires, puis un second pour les ventilateurs.

APPUYER UNE IMF TUNISIENNE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS VERTS

ADA a mené un projet d'appui à ENDA Tamweel en Tunisie, la plus grande IMF du pays, pour le développement d'une offre de produits financiers ouvrant l'accès à l'énergie verte. Le pilote a permis d'**évaluer le potentiel du portefeuille vert** de l'IMF, de **renforcer les capacités** en interne pour une gestion plus efficace du portefeuille, d'**améliorer un produit existant**, l'Éco-prêt, et de **mettre en place un nouveau produit vert**, le crédit « Système d'Irrigation et de Pompage Solaire (SIPS) ». Lancé auprès des producteurs de palmiers dattiers dans l'agence de Tozeur au sud de la Tunisie, l'IMF a pour objectif d'octroyer 80 crédits en 6 mois d'un montant moyen de 6 400 €, soit la création d'un portefeuille estimé à plus de 500 000 €.



Système de pompage solaire



FINANCER LES INSTITUTIONS

Depuis 2009, ADA conseille Luxembourg Microfinance Development Fund (LMDF), un fonds privé qui investit dans des institutions de microfinance à mission sociale forte. Exemple avec un financement octroyé à l'IMF Oxus au Kirghizistan.

TOUJOURS PLUS D'IMPACT SOCIAL

Financer une femme marocaine pour qu'elle ouvre son salon de beauté, débloquer 290 € pour une tisseuse au Laos pour lui permettre de s'acheter un métier à tisser, ou encore soutenir une jeune péruvienne à aménager une serre dans le champ de ses grands-parents. Voilà dix ans que ADA vient indirectement en aide à des micro-entrepreneurs et à leurs familles, en investissant dans des institutions de microfinance (IMF) à travers le monde grâce au fonds LMDF qu'elle a créé et qu'elle conseille depuis 2009. ADA fait de l'investissement en dette pour ces IMF et propose à cet effet deux produits :

- **Dette senior** : un montant compris entre 0,2 et 1,8 million d'euros, accordé en devise locale, USD ou EUR, pour une durée maximum de 5 ans, au taux du marché ;
- **Dette subordonnée** : un montant compris entre 0,2 et 1,8 million d'euros, accordé en devise locale, USD ou EUR, pour une durée de 5 à 7 ans, au taux du marché.

FINANCER LES IMF SOCIALES : LE CAS D'OXUS

ADA/LMDF finance les petites et moyennes IMF (Tier 2 et Tier 3) qui ont une mission sociale affirmée. Pour attirer les investisseurs, celles-ci veillent donc à maintenir de bons indicateurs sociaux. C'est le cas d'Oxus au Kirghizistan, qui a révélé un excellent score Alinus* de 92%, l'un des outils généralement utilisés par les IMF pour évaluer la bonne mise en œuvre des Normes universelles de gestion de la performance sociale. Oxus Kirghizistan a également conduit une notation sociale en 2018 avec l'agence de notation spécialisée et a obtenu la note BB.

Lancée en 2006, Oxus est une IMF de taille moyenne (Tier 2), dont la mission sociale est bien présente, puisqu'elle s'adresse aux populations à faibles revenus non desservies par le système bancaire, principalement des agriculteurs en milieu rural. Une mission que partagent également le personnel et l'équipe de gestion. À cet effet, Oxus ne dessert pas moins de 7 700 clients, dont 57% vivent en milieu rural et 45% sont des femmes. Un tiers de son portefeuille est dédié à l'agriculture, que ce soit pour l'achat

de bétail, de terres, de matières premières ou d'équipement. C'est ainsi qu'Oxus, grâce à ses bons indicateurs sociaux, avait bénéficié en 2017 d'un premier prêt de la part de LMDF à hauteur de 600K USD. En 2019, l'IMF s'est vue accorder un second financement de 400K USD sur 3 ans, afin de développer toujours plus ses activités et gagner en croissance. Cette année-là, ADA et LMDF ont également pris la décision de financer Oxus au Tadjikistan, un pays qui regorge d'opportunités pour la microfinance.

AU 31 DÉCEMBRE 2019 :

- **55 IMF** conseillées par ADA et financées par LMDF dans **25 pays**
- Un encours de prêts de **32,7M€**
- **55 784 micro-entrepreneurs** directement impactés, dont **77% de femmes**

* Alinus (Aligning investors due diligence to the Universal Standards) est une version courte du SPI4 de CERISE, l'outil d'audit de la performance sociale de référence dans le secteur de la finance inclusive. Il est notamment utilisé par les investisseurs en microfinance pour réaliser leur due-diligence auprès des prestataires de services financiers.

« Ce financement a permis à Oxus Kirghizistan de développer son portefeuille. Le timing était parfait en cette fin mars 2019, en particulier pour les agriculteurs. Le prêt est accordé en monnaie locale, ce qui évite à nos clients et à nos IMF d'être exposés aux risques de dépréciation des devises. Mais cela va bien au-delà du simple financement : la capacité de ADA à prendre des risques sur les IMF Tier 2/3 lui confère un rôle moteur. Le financement est complété par un programme d'assistance technique, grâce auquel nous avons considérablement amélioré notre gestion des risques. Par ailleurs, nous avons reçu une subvention partielle pour bénéficier d'un rating social avec MFR en vue d'améliorer nos performances sociales. J'invite ADA à poursuivre son travail de soutien aux petites IMF. Son financement a un impact à la fois pour l'institution et pour ses clients ».

Fernand Pillonel
Directeur Général d'OXUS Development Network



LES IMF ONT LEUR OUTIL DE PROJECTIONS FINANCIÈRES

Microvision est le nouvel outil lancé par Microfact (ADA et BRS) en 2019 qui permet aux IMF de construire un plan d'affaires et d'élaborer des projections financières et sociales sur 5 ans. Après une première formation en Belgique, Microvision a poursuivi sa tournée en Afrique, en Amérique latine et en Asie.

82% des faillites d'entreprises sont causées entre autres par des projections financières de mauvaise qualité. Le même problème se pose pour les IMF. La construction d'un plan d'affaires incluant des projections financières claires et réalistes est donc essentielle pour assurer leur pérennité. C'est pourquoi Microfact, une initiative conjointe de ADA et BRS, a lancé Microvision, un outil qui permet aux IMF d'établir un plan d'affaires avec des projections financières et sociales sur 5 ans.

UN OUTIL COMPATIBLE AVEC LA MFI FACTSHEET

Microvision a été conçu dans le prolongement de la MFI Factsheet de Microfact, un outil qui analyse les indicateurs-clés de performances financières et sociales d'une IMF sur les quatre dernières années et utilisée par 1 000 IMF à travers le monde. Ainsi, en important en quelques secondes l'ensemble des données historiques de la MFI Factsheet de l'IMF dans Microvision et en complétant les différentes hypothèses, l'outil Microvision permet de générer des projections des états financiers et des indicateurs clés de performance sur 5 ans. L'outil permet d'évaluer également l'impact de différents paramètres sur l'activité globale de l'IMF avec la possibilité d'enregistrer jusqu'à trois scénarios différents. Les projections générées par Microvision sont donc une contribution essentielle et précieuse pour obtenir un plan d'affaires solide mettant en évidence les choix stratégiques, les objectifs, la segmentation de la clientèle et la planification des ressources.

MICROVISION FAIT SA TOURNÉE

Afin de déployer l'outil au plus grand nombre, des formations sur l'utilisation de Microvision ont été dispensées aux IMF et à des consultants

souhaitant appuyer les IMF dans l'élaboration de leur plan d'affaires. En 2020, il est prévu de former 150 IMF à travers ce réseau de consultants mis en place spécialement pour le projet.



République Dominicaine, novembre 2019



Belgique, novembre 2018



Belgique, mars 2019



Bénin, septembre 2019



Burkina Faso, octobre 2019



Myanmar, octobre 2019

« L'appropriation aisée de Microvision par les IMF nous démontre que cet outil a le potentiel de devenir un standard reconnu internationalement pour la modélisation financière des plans d'affaire. »

Marina Abboud,
Chargée de projets senior chez ADA



RENFORCER L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DU MYANMAR

ADA renforce les capacités des associations professionnelles nationales de microfinance pour qu'elles deviennent des leaders locaux incontournables, des représentants légitimes des institutions de microfinance (IMF) et des partenaires performants dans la mise en place de projets en finance inclusive responsable. Exemple au Myanmar.

UN ACCOMPAGNEMENT STRATÉGIQUE SUR TROIS ANS



Suite au premier programme de renforcement en 2017 visant à améliorer sa capacité institutionnelle et technique, l'association professionnelle du Myanmar **MMFA (Myanmar Microfinance Association)** a amélioré sa gouvernance, mis en place avec succès son secrétariat, constitué une équipe opérationnelle et formulé son plan stratégique sur trois ans. Afin de soutenir la mise en œuvre de ce plan triennal, ADA poursuit l'accompagnement de MMFA avec un nouveau partenariat (2018-2020), formulé conformément aux objectifs stratégiques de l'association et visant trois résultats :

- Le renforcement de l'**autonomie institutionnelle et financière** de MMFA
- Le développement de **services de qualité** basés sur la demande pour soutenir la croissance du secteur de la microfinance et la facilitation d'une collaboration cohérente entre les praticiens de la microfinance et les parties prenantes ;
- La promotion d'un **environnement de marché sain**, dans un cadre juridique et réglementaire adapté.

UNE ASSOCIATION EN EXPANSION

Depuis 2017, MMFA a connu une ascension fulgurante. Fin 2019, l'association comptait **115 institutions de microfinance membres** (sur un total de 189) qui servent plus de **4,8 millions de clients** à travers le pays. MMFA poursuit ses efforts et espère atteindre 80% d'IMF membres dans le pays en 2020. À ce jour, le secrétariat se compose de trois personnes à temps plein chargées de mettre en place les actions au service des membres et du secteur en général. L'association constitue une vraie plateforme d'échanges et d'apprentissage, soutenue par un engagement fort et une participation active des membres aux différents groupes de travail et clubs organisés.



Des réunions du club RH ont été régulièrement organisées avec 61 participants de 29 IMF. Parmi les sujets abordés, le processus de recrutement du personnel.



Formation Microvision en décembre 2019 à Yangon

RÉPONDRE AUX BESOINS D'UN SECTEUR EN FORTE CROISSANCE

Au cours de l'année 2019, l'**encours total du portefeuille a augmenté de plus de 60% au Myanmar, dépassant 1,7 milliard de dollars**. Le secteur emploie à l'heure actuelle plus de **22 000 personnes**, un chiffre qui continue de croître tant les besoins en termes de formation et d'assistance technique sont importants. En 2019, suite à une analyse des besoins de ses membres, MMFA a mis en place un programme de formations. Ainsi, **13 formations** ont été organisées sur différents sujets liés à la microfinance, notamment la gestion des risques, les indicateurs de performance financière et sociale (Microfact) et les projections financières (nouvel outil Microvision développé en 2019 par ADA et BRS,

voir page 11). Ces formations ont bénéficié à **308 participants** de **72 IMF membres**. Par ailleurs, MMFA et ADA ont commencé l'accompagnement de deux IMF dans l'évaluation de la gestion des risques à l'aide de l'outil RMGM (Risk Management Graduation Model) et à l'élaboration d'un plan d'action identifiant les domaines d'amélioration. Cette assistance technique se poursuivra en 2020.

PROMOUVOIR UN ENVIRONNEMENT RÉGLEMENTAIRE FAVORABLE

Le travail de plaidoyer réalisé par MMFA agit comme une succession d'actions stratégiques et complémentaires, guidées par sa mission qui vise la représentation du secteur envers les régulateurs et les différentes parties prenantes. La stratégie de MMFA intègre un dialogue continu avec le régulateur **Financial Regulatory Department (FRD)**, l'organisation de forums et espaces de consultation, les partenariats et la mise en place d'un groupe de travail dédié à la réglementation.

En 2019, l'association a conduit des ateliers de consultation, formulé des orientations et propositions visant à informer sur la nouvelle loi de microfinance et à répondre aux mesures réglementaires prises par FRD tel que le nouveau **plafonnement des taux d'intérêt**. Les recommandations ont permis à MMFA d'obtenir des clarifications et une prolongation de la période de mise en conformité pour les IMF. La nouvelle loi de microfinance sera officialisée en 2020.



Atelier de promotion du MCIX le 20 juin 2019 à Yangon. Ouverture par Wendy Medrano-Lazo, conseillère technique chez ADA.

INFLUENCER LE DÉVELOPPEMENT RESPONSABLE DU MARCHÉ : LE PROGRAMME MCIX

Pour pallier à l'absence d'un bureau de crédit opérationnel au Myanmar, MMFA, avec l'appui de ADA, s'est associée à ThitsaWorks pour lancer sa propre plateforme digitale **Microfinance Credit Information Exchange (MCIX)** en octobre 2018. MCIX facilite l'échange d'informations entre les IMF membres de MMFA afin de minimiser les créances douteuses et d'améliorer la gestion du risque de crédit. MCIX intègre les données de crédit des IMF dans une plateforme d'analyse commune afin de fournir des informations de base sur les clients (prêts multiples et radiations). Fin 2019, la plateforme partageait des données sur **plus de 2 millions de clients de 27 IMF actives dans 197 communes** du Myanmar.



En juin dernier, un **atelier de promotion du programme MCIX** a été organisé à Yangon, afin d'encourager les IMF membres de MMFA à participer au programme. L'atelier a permis de présenter la plateforme et a fourni des données sectorielles sur le surendettement dans les différentes communes du pays. Un panel de discussion entre les IMF ayant utilisé MCIX a également été animé.

LES PROJETS EN 2020

En 2020, le partenariat entre ADA et MMFA entrera dans sa dernière année d'exécution et une évaluation du projet est prévue en fin d'année. Les recommandations issues de cette évaluation serviront de base pour l'établissement d'un nouveau programme d'appui potentiel.



« Au cours des trois dernières années, j'ai eu la chance de travailler avec MMFA et de voir son évolution significative pour devenir une plateforme incontournable au Myanmar, facilitant le dialogue et la consultation entre les institutions de microfinance, FRD et les principaux acteurs de la finance inclusive. De plus, MMFA a fait un pas en avant remarquable pour promouvoir activement des pratiques responsables en menant des initiatives telles que la plateforme MCIX. À mesure que le secteur évolue, le principal défi de MMFA consistera à rester pertinente dans le marché changeant du Myanmar. Chez ADA, nous nous engageons à poursuivre l'accompagnement de MMFA et à promouvoir l'implication des dirigeants et des principales parties prenantes dans les efforts visant à construire un secteur financier inclusif et durable au Myanmar ».

Wendy Medrano-Lazo
Conseillère technique chez ADA basée à Phnom Penh, Cambodge



OUAGADOUGOU AU CENTRE DE LA FINANCE INCLUSIVE

La finance inclusive a-t-elle un rôle à jouer pour contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable ? Tel était le sujet de la 4^{ème} édition de la SAM qui s'est tenue du 21 au 25 octobre 2019 à Ouagadougou, devenue le centre de la finance inclusive le temps d'une semaine.

LA FINANCE INCLUSIVE COMME LEVIER DE DÉVELOPPEMENT

Rappelons-le, la Semaine Africaine de la Microfinance (SAM) a pour ambition de devenir une plateforme africaine commune de réflexions et d'échanges entre tous les praticiens du secteur de la microfinance. Ainsi, pendant une semaine, des banques, des systèmes financiers décentralisés, des FinTech, des bailleurs, des ONG, des investisseurs et des innovateurs se sont rassemblés au Centre International de Conférences à Ouagadougou au Burkina Faso pour voir dans quelles mesures la finance inclusive peut-elle contribuer à l'atteinte des ODD, à éliminer la faim, éradiquer la pauvreté, produire et consommer durablement et mettre fin aux inégalités.

LE BURKINA FASO, THE PLACE TO BE

L'organisation de la SAM au Burkina Faso n'est qu'un juste retour des choses. Fin 2014, la SAM devait être organisée à Ouagadougou, mais le soulèvement populaire avait conduit les organisateurs à délocaliser à Dakar. Pour cette 4^{ème} édition, la demande a émané du gouvernement burkinabé, déterminé à faire de Ouagadougou le carrefour de la finance inclusive, un lieu unique où des centaines de participants peuvent prendre part à **une vingtaine de formations gratuites**, assister à des **débats**, à une **conférence de recherches**, rencontrer des investisseurs à la **Foire aux in-**



vestisseurs, ou découvrir les innovations du secteur au **Village des innovateurs**. En ce sens, la SAM a su créer un écosystème bénéfique qui profite non seulement au secteur, mais aussi et surtout aux pays africains, en premier lieu le pays hôte. Partenaires, réseaux professionnels, sponsors et participants ont fait de cet événement un lieu unique, un lieu où il fallait être.

UNE CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU

À travers une série de séances plénières et d'ateliers, la SAM est avant tout une conférence de deux jours à laquelle participent experts du secteur de la finance inclusive et hauts représentants politiques pour échanger, débattre et mener des réflexions autour des sujets phares du secteur. Cette année, la conférence a permis d'aborder des thématiques comme la finance digitale et les FinTech, le financement de l'agriculture, les transferts d'argent, le développement des pe-

tites et moyennes entreprises, l'emploi des jeunes et l'inégalité entre les sexes. Moment fort de cette édition, le Premier ministre du Burkina Faso Monsieur Christophe Dabiré a présidé la cérémonie d'ouverture, aux côtés de la ministre déléguée chargée de l'aménagement du territoire du Burkina, de la ministre sénégalaise de la microfinance et de l'économie sociale et solidaire, du vice-gouverneur de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, et de Madame Paulette Lennert, ministre de la Coopération et de l'action humanitaire du Luxembourg.



PLUS DE 20 FORMATIONS ET ATELIERS

22 formations et ateliers ont été dispensés gratuitement par ADA et des partenaires de longue date, dont la réputation et l'expertise





Atelier « Ready for investors » par Arendt et ADA, qui donne aux IMF les clés pour bien se préparer face aux investisseurs en vue d'obtenir un financement

sont connues et reconnues. Parmi ces partenaires : UNCDF, Arendt, BNP Paribas, BRS, la FAO, SPTF, Cerise, Microassurance Network, Pamiga, Amarante, MicroSave, la Fondation Grameen Crédit Agricole, Banca Etica, Micro-assurance du monde, la Banque Commerciale du Burkina ou encore la SIDI.

LE VILLAGE DES INNOVATEURS

Cette année, le Village des innovateurs a fait peau neuve. Cet espace B2B résolument tourné vers l'avenir a accueilli 25 fournisseurs de nouvelles technologies au service de la finance inclusive. Issus d'horizons très différents, les exposants ont présenté leurs solutions digitales aux curieux venus se promener dans le Village. Pour n'en citer que quelques-uns, HPS (Hightech Payment Systems) a présenté PowerCARD Microfinance, une plateforme intégrée et de Mobile Banking ; Qotto a présenté ses kits solaires composés de batteries pouvant être utilisées pour faire fonctionner des appareils comme des lampes, des téléviseurs et des chargeurs de téléphone ; ou encore « Hedera Connect », une plateforme d'apprentissage en ligne qui met en relation les prestataires de services financiers, les investisseurs et les consultants. Le petit plus, un arbre à palabres au milieu du Village pour se reposer et échanger avec les autres villageois.



LA FOIRE AUX INVESTISSEURS

La SAM n'est pas seulement une conférence, mais un écosystème d'événements. La Foire aux investisseurs notamment, met en relation des investisseurs et institutions de microfinance (IMF) à travers des sessions de rencontre de 20 minutes sur toute une journée. Cette année, pas moins de 24 investisseurs, 2 agences de notation et 110 IMF de 27 pays se sont rencontrés. Au total, 525 rendez-vous ont été planifiés entre tous ces acteurs. Parlant au nom de Verdant Capital, Ed Higenbottam a déclaré : « J'ai eu accès à un large éventail d'IMF, tant anglophones que francophones, allant d'institutions plus grandes et plus mûres à des institutions plus petites et plus jeunes, dont certaines avaient un impact spécifique sur le développement ».



900 participants, dont **145 burkinabés**. 56 pays, dont **35 pays** africains



25 exposants au Village des Innovateurs



80 orateurs + 100 partenaires contributeurs

525 rendez-vous pris entre IMF et investisseurs



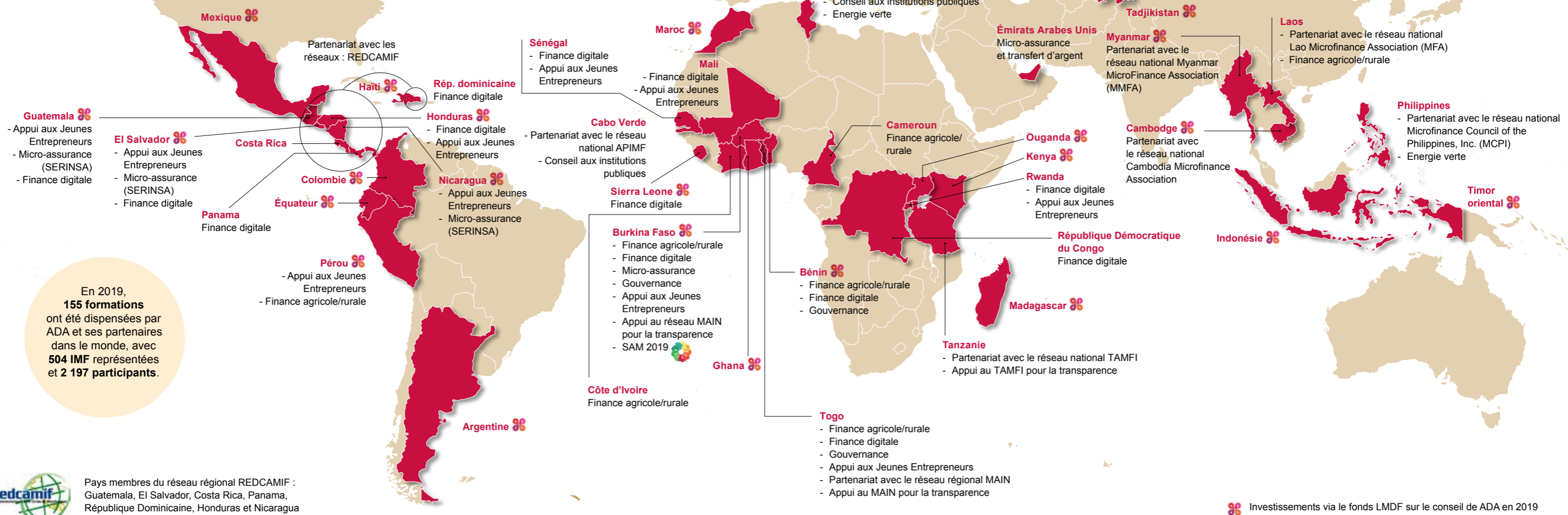
22 formations et ateliers gratuits



24 sponsors

ADA, DES PROJETS ET SOLUTIONS DANS LE MONDE

Plus de **1 000 institutions** utilisent un outil Microfact (MFI Factsheet, BCEAO Factsheet, MFI Factsheet Compiler ou Factsheet micro-assurance). Le nouvel outil Microvision permet d'élaborer des projections financières sur 5 ans (p. 11).



En 2019, **155 formations** ont été dispensées par ADA et ses partenaires dans le monde, avec **504 IMF** représentées et **2 197 participants**.

Redcamif
Pays membres du réseau régional REDCAMIF : Guatemala, El Salvador, Costa Rica, Panama, République Dominicaine, Honduras et Nicaragua

Investissements via le fonds LMDF sur le conseil de ADA en 2019

CHIFFRES CLÉS 2019

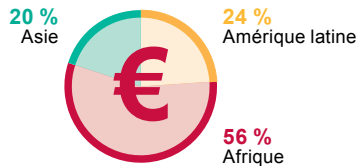
Les ressources 2019 proviennent de :



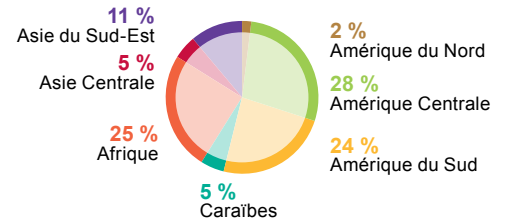
20 %
Autres
ressource hors
mandat MAEEs

80 %
Ministère des Affaires
étrangères et européennes
(MAEE)

Répartition des dépenses opérationnelles
par continent :



Répartition géographique des prêts
ADA/LMDF par continent



**Le soutien du MAEE
est essentiel pour ADA !**

**Plus de la moitié des dépenses en projets
de ADA sont destinées à l'Afrique !**

**57 % des investissements
se font en Amérique Latine !**

Formations



149 formations aux IMF et **6** formations
aux incubateurs/accélérateurs



504 IMF formées



2 197 participants
aux formations

Assistance technique

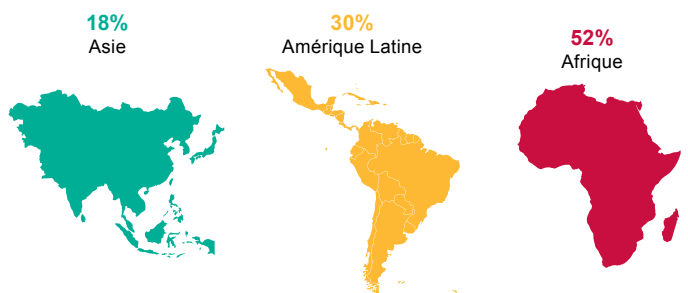
110 IMF ont bénéficié d'assistance technique ponctuelle (diagnostic) ou renforcée (accompagnement de longue durée), sur **13 thématiques** :

Répartition par thématique de ces 110 IMF appuyées

(Certaines IMF ont bénéficié d'assistance technique sur plusieurs thématiques)



La majorité de ces 110 IMF opèrent en Afrique :



Exemple de lecture : 33 IMF ont reçu une assistance technique en performance sociale.

Bénéficiaires

En 2019, grâce à l'appui de ADA, **33 IMF** et **1 FinTech** ont offert un nouveau produit ou service financier (micro-assurance, crédits agricoles, crédits verts, épargne, crédits productifs individuels, crédits jeunes, crédits pour l'habitat, l'eau ou l'assainissement), pour un total de **76 420 bénéficiaires** (dont 67 694 bénéficiaires d'un produit de micro-assurance). De plus, **8 221 bénéficiaires** ont reçu un appui non-financier.

Recherche & Développement

En 2019, **14** études ont été publiées par ADA et ses partenaires (REDCAMIF, European Microfinance Network, SPTF, Cerise et la Chaire ADA).

550 PARTENAIRES DANS 40 PAYS

ADA bénéficie du soutien du Ministère des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg :



Nos partenaires au Luxembourg :



Nos partenaires dans la Maison de la microfinance :



CONSEIL D'ADMINISTRATION 2019

Présidente : Corinne Molitor

Vice-présidents : Nicole Dochen, Philippe Onimus et Patrick Losch

Administrateurs : Gilles Franck, Rémy Jacob, Michel Maquil, Max Meyer, Bram Schim van der Loeff, Luc Vandeweerd, Robert Wagener, Claude Witry

ADA appuie près de **550 IMF** et intervient dans plus de **40 pays**.

Découvrez nos partenaires de terrain sur :

www.ada-microfinance.lu

ILS PARLENT DE NOTRE ACTION



« En 1994, ADA – Appui au Développement Autonome – se voulait, et le nom le dit bien, un appui, c'est-à-dire un accompagnement dans le temps des projets dont les gens avaient besoin et qu'eux-mêmes voulaient réaliser ».

Mia Adams
Fondatrice de ADA



« Je me suis lancé dans l'agriculture il y a 15 ans. J'ai cherché à emprunter de l'argent et j'ai découvert le microcrédit. Je me suis dit que c'était une occasion unique car aucune banque normale ne m'aurait financé ».

Alfredo Zepeda
Agriculteur à Quito en Equateur



« Après l'Asie, nous sommes allés en Afrique de l'Ouest. ADA a ajouté la formation des jeunes en leur donnant les bagages nécessaires pour la gestion d'une entreprise. Il est important de créer des emplois pour que les jeunes restent chez eux et soient satisfaits de leurs conditions de vie ».

Dony Calmes
Président du Rotary au Luxembourg



« ADA vient de proposer la meilleure formation à l'heure actuelle destinée à toute IMF, quelle que soit sa taille, qui souhaite rendre plus professionnelle et rentable son offre de services financiers agricoles ».

Ousmane Thiongane a suivi une formation en finance rurale et agricole en octobre 2019 à Ouagadougou



« La microfinance donne l'accès aux femmes à des produits et services financiers et non financiers qui serviront d'outil et de levier pour leur développement et leur leadership ».

Mercedes Canalda de Beras-Goico
Présidente de REDCAMIF



« ADA a été parmi les pionniers de la finance durable et le gouvernement luxembourgeois a joué cette carte ».

Paulette Lenert
Ex-ministre de la Coopération et de l'action humanitaire du Luxembourg



« Avoir son entreprise, c'est être indépendant et ne plus dépendre des autres ».

Pierre
Menuisier au Rwanda



« Avec ce travail, je permets à ma famille et à mes enfants de mieux vivre ».

Marie-Chantal
Coiffeuse au Rwanda



« ADA est restée fidèle à sa ligne d'appui au développement ».

Alpha Ouedraogo
L'un des premiers partenaires ouest-africain à s'engager aux côtés de ADA



25 ANNÉES EN FINANCE INCLUSIVE



1994

Création de ADA, sous forme d'association sans but lucratif.



2008

Lancement d'un 2^{ème} projet sur l'insertion professionnelle des jeunes avec RCPB au Burkina Faso.



2007

1^{er} mandat de la Coopération luxembourgeoise entre ADA et le Ministère des Affaires étrangères et européennes.



2007

ADA se voit accorder le Haut Patronage de Son Altesse Royale, la Grande-Duchesse de Luxembourg.



2006

1^{er} Midi de la Microfinance.



2005

Année Internationale du Microcrédit.



2004

Partenariat avec une ONG au Mali sur un programme d'insertion professionnelle des jeunes.



2004

Lancement du Rating Fund qui favorise la transparence et la qualité de l'information des IMF.



2009

ADA se voit accorder pour la 2^{ème} fois le Haut Patronage de S.A.R. la Grande-Duchesse. Luxmint devient LMDF, une SICAV conseillée par ADA.



2012

2^{ème} mandat de la Coopération luxembourgeoise entre ADA et le Ministère des Affaires étrangères et européennes.



2013

1^{ère} Semaine Africaine de Microfinance à Arusha, Tanzanie.



2014

ADA est présente dans 23 pays, travaille avec 150 IMF et touche 5 millions de personnes.



2016

Projet jeunes au Rwanda avec UFC.

2017

40^{ème} Midi de la Microfinance sur les femmes en présence de S.A.R. la Grande-Duchesse.



2019

4^{ème} Semaine Africaine de la Microfinance à Ouagadougou, Burkina Faso. 900 participants, 54 pays représentés.



2018

Lancement de projets pour assurer la croissance durable des micro et petites entreprises.

2018

3^{ème} mandat de la Coopération luxembourgeoise entre ADA et le Ministère des Affaires étrangères et européennes.

2017

Lancement de la Digital Finance Initiative (DFI), un projet qui accompagne les institutions de microfinance dans leur transformation digitale pour mieux servir leurs clients.



ADA bénéficie du Haut Patronage de Son Altesse Royale
la Grande-Duchesse de Luxembourg.



ADA est une organisation non-gouvernementale agréée et cofinancée par
la Direction de la Coopération au développement et de l'action humanitaire
luxembourgeoise.

Éditeur

ADA asbl
39 rue Glesener
L-1631 Luxembourg
Tél. : +352 45 68 68 1
www.ada-microfinance.org

Faites un don

IBAN : LU66 0021 1753 6992 8900
BIL BILLULL

Copyright : ADA, juin 2020

Cette publication a été réalisée par Cropmark.

Suivez ADA sur 

  ADA Inclusive Finance

